



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

VAGUE DE CHALEUR

Question au Gouvernement n° 1092

Texte de la question

VAGUE DE CHALEUR

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Claude Raux.

M. Jean-Claude Raux. En ce 18 juillet, la canicule accable une partie de l'Europe et une vague de chaleur fait exploser le thermomètre au-delà des 40 degrés Celsius. Malgré le deuxième mois de juin le plus chaud de l'histoire de notre pays, le Gouvernement ne rougit pas de son déni climatique. M. le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire considère que ces températures n'ont rien d'extrêmes et sont plutôt « normales pour un été ». Mais non, monsieur le ministre, rien n'est normal dans ce que nous vivons ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes Écolo-NUPES, LFI-NUPES et sur quelques bancs des groupes SOC et GDR-NUPES.*)

Notre maison brûle et, vingt et un ans après que le président Chirac a utilisé sa célèbre formule, nous regardons toujours ailleurs. En France, il est évident que nous n'avons pas, que vous n'avez pas, pris la mesure du combat à livrer. Nous sommes le 18 juillet et il n'y a toujours pas de conseil de la planification écologique, de nouveau reporté. (*Exclamations sur les bancs du groupe Écolo-NUPES.*) Le réchauffement climatique lui ne recule pas, mais il n'est pas la priorité du président Macron, qui élève au rang d'officier de l'ordre national de la Légion d'honneur le PDG de TotalEnergies,...

M. Benjamin Lucas. Scandaleux !

M. Sébastien Jumel. Honteux !

M. Jean-Claude Raux. ...une entreprise dont les projets écocides se développent au même rythme que les profits indécents.

La Cour des comptes a publié hier un rapport sévère sur l'absence de planification opérationnelle pour faire face à la dramatique raréfaction de la ressource en eau. Pourtant, des plans existent : certains pays ont déjà pris la mesure de l'ampleur des décisions à prendre. Par exemple, le pays de Galles annule ses projets routiers, car il est impossible d'atteindre l'objectif de la neutralité carbone sans changer les comportements, au lieu de le reproduire encore et encore.

Cette semaine, on essaie de nous vendre une nouvelle fable, celle de l'« industrie verte » qui, au lieu de remettre en cause le modèle d'une production sans limite, prétend résoudre par magie nos problèmes de décarbonation.

Monsieur le ministre, nous n'attendons pas de la part du Gouvernement des lendemains qui chantent, mais pour

éviter des lendemains qui brûlent et qui épuisent les ressources, quand prendrez-vous enfin vos responsabilités ? Quand vos actions seront-elles à la hauteur de l'immense défi que nous devons relever ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LFI-NUPES.)*

La pensée magique n'existe pas. Quand sortirez-vous enfin du déni ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes Écolo-NUPES, LFI-NUPES et GDR-NUPES.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Quand sortirez-vous des discours et des mots tout faits ? *(Protestations sur les bancs du groupe Écolo-NUPES.)*

M. Benjamin Lucas. Lamentable !

M. Christophe Béchu, ministre. Quand regarderez-vous le dernier rapport du Haut Conseil pour le climat, par exemple ? Sa présidente, Corinne Le Quéré, indique que la France fait partie des dix-huit pays sur la planète qui, depuis dix ans, baissent tous les ans leurs émissions de gaz à effet de serre.

Quand regarderez-vous les chiffres du Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique qui montrent que les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 2,7 % en 2022 ? *(Exclamations sur les bancs du groupe Écolo-NUPES.)*

Monsieur Raux, il est vrai qu'il faut accélérer : nous devons doubler le rythme de la baisse des émissions. Il est nécessaire d'agir sur tous les fronts.

Mme Julie Laernoes. Et la loi « climat » ?

M. Christophe Béchu, ministre . Nous devons améliorer l'adaptation, car il y a déjà un réchauffement climatique irréversible.

Mme Julie Laernoes. Il n'y a pas de loi « climat » !

M. Christophe Béchu, ministre . Nous devons également atténuer les effets du changement climatique, en France et en mobilisant la diplomatie environnementale, pour que d'autres acteurs se mobilisent à nos côtés.

Mme Clémence Guetté. Mais vous ne faites rien !

M. Benjamin Lucas. Prenez vos responsabilités ! Un peu de courage politique !

M. Christophe Béchu, ministre . Nous devons conduire la planification écologique : quand nous tenons des conseils, vous prétendez qu'ils ne sont pas assez ambitieux, mais quand nous ne le faisons pas, vous nous dites qu'il faudrait les réunir.

La vérité, c'est que si les écologistes arrêtaient de penser que l'avenir de la planète est leur fonds de commerce, on aurait plus de chances de s'en sortir ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe RE et sur quelques bancs du groupe Dem. – Vives exclamations continues sur les bancs des groupes LFI-NUPES et Écolo-NUPES.)*

Je vous invite à sortir des postures, à regarder en face la réalité, à nous soutenir quand nous prenons des mesures qui vont dans le bon sens, à saluer l'annonce par Mme la Première ministre de la mobilisation de 7 milliards d'euros supplémentaires, ainsi que les efforts de formation qui ont été déployés.

Mme Julie Laernoes. Vous ne faites rien !

M. Christophe Béchu, ministre . Je vous invite à soutenir le plan d'adaptation au changement climatique et le plan eau.

M. Jimmy Pahun. Il a raison !

M. Christophe Béchu, ministre . Dès lors que ce n'est pas vous qui présentez ces mesures, vous faites comme si elles n'étaient rien. Les Français ne sont pas dupes, sinon, vous seriez dans une autre situation !

(Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR. - Protestations sur les bancs du groupe Écolo-NUPES.)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Raux](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (6^e circonscription) - Écologiste - NUPES

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1092

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et cohésion des territoires

Ministère attributaire : Transition écologique et cohésion des territoires

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 juillet 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 juillet 2023